

**Réunion du Conseil Municipal en date du 25 Mai 2016**  
**Séance n° 2016\_06**  
**Compte rendu de Séance**

---

Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le vingt-cinq mai deux mil seize, à vingt heures trente minutes, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

Intercommunalité

- Projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde proposé par le Préfet
- Courrier relatif au Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde proposé par la Cdc Latitude Nord Gironde
- Communauté de Communes Latitude Nord Gironde – Recomposition de Conseil Communautaire

Finances - Personnel

- Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes (Fdaec) – Demande de Subvention au titre de 2016
- Reconduction d'un poste d'Adjoint Technique en Contrat Unique d'Insertion à 20 h./35 h.

Voirie - Urbanisme

- Convention avec les commerçants pour les aménagements
- Convention avec un particulier pour la création d'une bâche de défense incendie

Autre Point

- Convention relative à la délégation de compétence des services publics de transport réservé principalement aux élèves
- 

L'an deux mil seize et le vingt-cinq du mois de mai à vingt heures trente minutes, le Conseil municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Murielle PICQ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 mai 2016

Présents : (19) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1<sup>er</sup> Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2<sup>ème</sup> Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3<sup>ème</sup> Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4<sup>ème</sup> Adjoint), Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Mmes Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, MM. Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, David RAYMOND, Francis VITRAS, Mme Géraldine VIRUMBRALES.

Secrétaire de Séance : Mme Géraldine VIRUMBRALES.

Le Compte rendu de la dernière séance du 18 mai 2016 a été transmis par mail à chaque conseiller le 24 mai 2016. Madame le Maire demande aux membres présents s'il y a lieu de relever des observations sur celui-ci. Aucune mention particulière n'étant évoquée, le compte rendu, soumis au vote, est donc approuvé à l'unanimité des membres présents.

Mme le Maire indique que l'ordre du jour mentionnait, en point n° 7, « Convention avec un particulier pour la création d'une bâche de défense incendie ».

A ce jour, les informations parvenues en Mairie semblant contradictoires, Mme le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de différer cette question.

En conséquence, le point n° 8 relatif à la « convention relative à la délégation de compétence des services publics de transport réservé principalement aux élèves » devient la délibération n° 7.

Information des décisions prises en application de l'article L 2122.22  
du Code Général des Collectivités Territoriales

Numéro	Objet
D2016-052	Arrêté de Voirie portant alignement de Voirie
D2016-053	Arrêté portant Nomination par voie de Mutation
D2016-054	Arrêté portant Attribution de la Nouvelle Bonification Indiciaire
D2016-055	Arrêté portant Attribution de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires
D2016-056	Arrêté portant Attribution de l'Indemnité d'Exercice des Missions de Préfectures
D2016-057	Arrêté portant Nomination d'un Adjoint Technique de 2 <sup>ème</sup> Classe Stagiaire
D2016-058	Contrat à durée déterminée pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité
D2016-059	Contrat à durée déterminée pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité
D2016-060	Contrat à durée déterminée pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité
D2016-061	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement
D2016-062	Contrat à durée déterminée pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité
D2016-063	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement
D2016-064	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire – Fonctionnaire à temps non complet
D2016-065	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire – Fonctionnaire à temps non complet
D2016-066	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire – Fonctionnaire à temps complet

**Délibération n° 20160525-01 – Projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunal de la Gironde proposé par le Préfet**

Discussion

Mme Marie-Claude Bellue ne voit pas pourquoi le bulletin secret serait adopté.

M. Emmanuel Moulin dit que 99 % des personnes qu'il a vues sont contre le fait d'aller à Blaye. En tant qu'élus, nous devons penser à la population. Il demande qu'une seule personne écrive les bulletins « oui / non », puisqu'ils ne sont pas imprimés. On se positionne sur le Schéma du Préfet.

M. Jean-Marie Maceira indique qu'il faut être clair dans la question. A Blaye ou pas à Blaye ?

Mme Murielle Picq précise que le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'ensemble du Schéma, ce qui induit que la Commune irait à Blaye, mais la question porte sur le Schéma intégral proposé par le Préfet.

M. Emmanuel Moulin veut faire une proposition de réunir les 3 Cdc Estuaire Saint-Ciers, Blaye, et Latitude Nord Gironde, et d'un autre côté Bourg, Cubzaguais et celles limitrophes se rattacheraient à l'une ou à l'autre.

M. Jean-Marie Maceira pense que la meilleure solution serait de laisser les Cdc unies. On a mis 20 ans pour construire les Cdc actuelles et l'on casse tout.

Mme Murielle Picq redit que c'est la volonté de l'Etat.

#### Délibération

Avant que le Conseil Municipal ne se prononce sur le Schéma établi par le Préfet, Mme le Maire a souhaité, lors de la dernière réunion en date du 18 mai 2016, convier M. Pierre ROQUES, Président de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde, et M. Denis BALDES, Président de la Communauté de Communes de Blaye, afin qu'ils puissent distinctement présenter les compétences actuelles et le devenir de leur intercommunalité.

Au vu de ces échanges d'informations et de documentations, Mme le Maire demande, à ce jour, aux membres présents de se positionner.

Le vote à bulletin secret, proposé par Mme le Maire, est accepté.

A la question « Qui approuve le Schéma Départemental de Coopération Intercommunal de la Gironde proposé par le Préfet ? », le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye se prononce :

- Contre de Projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunal de la Gironde proposé par le Préfet.

Votes      Pour : 05                  Contre : 13                  Abstention : 01

#### **Délibération n° 20160525-02 – Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde proposé par la Cdc Latitude Nord Gironde**

##### Discussion

Mme Murielle Picq, compte tenu du résultat du vote précédent, demande au conseil s'il souhaite émettre un avis sur le courrier de la Cdc Latitude Nord Gironde.

M. Emmanuel Moulin veut bien à condition de faire sa proposition de scinder deux territoires, l'un du nord avec la CDC Estuaire Saint-Ciers, la CDC de Blaye et la CDC Latitude Nord Gironde, et l'autre du sud avec les CDC de Bourg et Cubzaguais. Il demande que cette alternative soit transmise à la Cdc Latitude Nord Gironde, pour étude.

Mme Murielle Picq précise que cela devrait être soumis aux 62 communes de Haute Gironde mais c'est impossible en termes de temps. Elle mentionne que le projet, objet de la présente délibération en discussion, est porté par la Cdc Latitude Nord Gironde. En revanche, la suggestion de M. Emmanuel Moulin serait portée par la commune de Saint-Christoly, seule.

Mme Valérie Chambounaud pense qu'il aurait fallu réagir avant, il y a 7 ou 8 mois au début du projet.

##### Délibération

Mme le Maire donne lecture d'un courrier de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde en date du 12 avril 2016 relatif à la recomposition du périmètre des communautés de communes de notre secteur.

Il y est notamment mentionné que la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (Cdci) qui a élaboré ce Schéma n'a nullement consulté les communes concernées au cours de cette réflexion.

La Communauté de Communes Latitude Nord Gironde s'appuie sur cet élément afin de proposer, à ladite commission, l'alternative suivante :

- o Maintien de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde dans son périmètre actuel ;
- o Maintien de la Communauté de Communes du Cubzaguais dans son périmètre actuel ;
- o Fusion de la Communauté de Communes de Bourg, de la Communauté de Communes de Blaye et de la Communauté de Communes de l'Estuaire.

La Communauté de Communes de Latitude Nord Gironde souhaite recueillir l'avis des communes membres préalablement à la saisine de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale.

Ainsi, Mme le Maire demande aux membres présents de se prononcer sur cette intervention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De soutenir la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde dans cette action.

Votes            Pour : 15  
                     Contre : 03 (MM. Bernard Grimée, Thomas Berlinger, Mme Valérie Chambounaud)  
                     Abstention : 01 (Mme Murielle Picq)

---

### **Délibération n° 20160525-03 – Communauté de Communes Latitude Nord Gironde – Recomposition du Conseil Communautaire : Proposition d'Accord Local**

#### Discussion

M. Jean-Marie Maceira demande ce qui se passera si la commune de Saugon doit refaire des élections.

Mme Murielle Picq indique, que désormais, la loi nous oblige à se rapprocher du droit commun. Les récentes élections partielles obligent à le faire avant l'échéance du mandat. L'accord local proposé, s'il est accepté par les communes, protège de toute recomposition du Conseil Communautaire, en cas d'élection partielle dans une des communes adhérentes. Par contre les changements induits par le nouveau SDCI obligerait les nouvelles communautés à revoir la composition des conseils.

M. Emmanuel Moulin indique que le bureau est majoritaire puisqu'il compte 21 membres contre 41 représentants des communes ; et qu'il n'y a pas de changement pour notre commune.

#### Délibération

Madame le Maire expose, pour mémoire, que la composition actuelle du Conseil Communautaire de la CCLNG a fait l'objet, en 2013, d'un accord local, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Celui-ci a permis d'appliquer la marge supplémentaire de 25% sur le nombre des sièges issus de la répartition proportionnelle de droit commun (32 sièges). Ainsi, par application de l'accord local, 8 sièges supplémentaires ont pu être créés et le nombre de sièges total a été porté à 40.

Madame le Maire fait part d'un arrêt du Conseil Constitutionnel du 20 juin 2014 jugeant inconstitutionnelles les règles de répartition des sièges au sein des conseils communautaires selon un accord local décidé avant le 1er janvier 2014, celles-ci méconnaissant le principe d'égalité devant le suffrage inscrit dans la Constitution. De ce fait, le Parlement a adopté la loi n° 2015-264 du 9 mars 2015 revisitant la possibilité d'un accord local sur la détermination du nombre et de la répartition des sièges de conseiller communautaire dans les intercommunalités, à appliquer notamment lorsque « le conseil municipal d'au moins une des communes membres est, [...], partiellement ou intégralement renouvelé ». C'est le cas de la CCLNG, vu les élections partielles sur les communes de Civrac-de-Blaye et de Saugon. La CCLNG est donc tenue de réviser la composition de son conseil communautaire conformément à la loi précitée.

Madame le Maire fait part de la méthode de répartition des sièges de droit commun s'effectuant à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne aux communes membres de la CCLNG, à partir du tableau fixé au III de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, garantissant une représentation essentiellement démographique. A ce titre, et en dotant les communes non desservies par ce procédé d'au moins un siège de droit, le nombre de sièges selon la méthode de droit commun serait de 33.

A partir de cette répartition de droit commun, le Bureau de la CCLNG, réuni le 21 avril 2016, propose la mise en œuvre d'un accord local permettant la répartition d'un nombre de sièges supplémentaires, en application de la loi du 9 mars 2015 qui maintient cette possibilité, tout en l'encadrant de manière plus stricte, en vue de respecter les prescriptions du Conseil Constitutionnel. Cet accord local

permettrait la répartition de 8 sièges supplémentaires, portant le nombre de conseillers à 41. La composition du conseil communautaire s'établirait comme suit :

Nom de la commune	Hors accord local situation de référence pour établir un accord local			Accord Local
	Population 2016	Nb sièges hors accord	Sièges de droit (hors accord)	Répartition des sièges
Cavignac	1 829	2		3
Cézac	2 469	4		4
Civrac-de-Blaye	832	1		2
Cubnezais	1 393	2		2
Donnezac	882	1		2
Générac	579	1	X	1
Laruscade	2 552	4		4
Marcenais	730	1		2
Marsas	1 155	1		2
Saint-Christoly-de-Blaye	2 031	3		3
Saint-Genès-d'Aiguevives	1 002	1		2
Saint-Mariens	1 590	2		3
Saint-Savin	3 050	5		5
Saint-Vivien-de-Blaye	388	1	X	1
Saint-Yzan-de-Soudiac	2 293	3		4
Saugon	435	1	X	1
<b>TOTAL</b>	<b>23 210</b>	<b>33</b>		<b>41</b>

Madame le Maire informe que l'accord local doit être adopté par une délibération des communes membres à la majorité qualifiée, soit les deux tiers au moins des communes représentant plus de la moitié de la population OU la moitié au moins des communes représentant plus des deux tiers de la population. Les communes doivent avoir pris une délibération au plus tard le 30 mai 2016. En l'absence de délibérations concordantes des conseils municipaux dans le délai précité, s'appliquerait alors la répartition de droit commun (33 sièges).

Madame le Maire précise que le nombre de sièges attribués à la Commune de Saint-Christoly de Blaye ne changeant pas, les conseillers communautaires précédemment élus demeurent membres de l'organe délibérant, le Conseil Municipal n'a donc aucune décision à prendre en la matière.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye décide :

- De valider la recomposition du Conseil en nombre et en répartition des sièges de conseiller communautaire, au sein de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde, suivant l'accord local tel que défini ci-dessus ;
- De mandater Madame le Maire pour effectuer les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment sa notification au représentant de l'Etat et à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde ;

Votes      Pour : 18      Contre : 00      Abstention : 01 (M. Emmanuel Moulin)

---

#### **Délibération n° 20160525-04 – Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes au titre de 2016**

##### Discussion

Mme Murielle Picq indique que la Commission Communale a dû faire des choix, car tous les travaux ne peuvent être faits au regard du budget voté. Pour le parking du Centre de Soins, il sera demandé une subvention au titre des Amendes de Police auprès du Conseil Départemental.

Mme Stéphanie Baude demande des précisions sur cette subvention.

Mme Murielle Picq précise que le Conseil Départemental ne cumule pas les subventions sur un même projet. En l'occurrence, le Fdaec a été affecté à la Voirie Communale, et les Amendes de Police le seront au parking du Centre de Soins. Les Amendes de Police peuvent subventionner des créations de parkings ainsi que des aménagements de sécurité en centre bourg. De plus amples précisions seront données lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal lorsque le dossier, à compléter, nous sera parvenu du Conseil Départemental.

##### Délibération

Madame le Maire fait part des modalités du Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes (Fdaec) votées par le Conseil Départemental.

La réunion cantonale en date du 1<sup>er</sup> mars 2016, présidée par M. Alain Renard et Mme Célia Monseigne, Conseillers Départementaux, a permis d'envisager l'attribution à notre commune de la somme de 29 959 €.

Le taux de financement du Fdaec est calculé et contrôlé sur le coût HT de l'opération et ne peut dépasser 80 % du coût HT de l'opération. Pour une même opération, les communes ne peuvent solliciter qu'une seule subvention auprès du Conseil Départemental.

Pour 2016, Mme le Maire propose d'affecter cette dotation à des travaux de voirie, programme inscrit au Budget Principal 2016 de la commune.

La Commission Communale Voirie, Urbanisme, Accessibilité, Entretien des Bâtiments, Entretien du Cimetière et Assainissement, réuni en mars 2016, avait retenu des travaux présentant un caractère d'urgence sur la Place Rabut pour un coût initial HT de 6 423.50 €, soit 7 708.20 € Ttc, auquel il convient d'ajouter un avenant de 732 € Ht, soit 878.40 € Ttc.

Réunie le 23 mai 2016, la Commission Communale Voirie, Urbanisme, Accessibilité, Entretien des Bâtiments, Entretien du Cimetière et Assainissement, a retenu la réfection de la chaussée de la Voie Communale n° 207 du Pas de la Barrière, ainsi qu'il suit :

- Une partie de la voie communale « L'Ombrière » « La Perrotine » Tranche n° 1, pour un coût HT de 15 437 €, soit 18 524.40 € Ttc
- De « Valade » à « La Gare », Tranche n° 2, pour un Coût Ht de 18 650 €, soit 22 380 € TTC

L'ensemble de ces travaux est estimé à 41 242.50 € HT, soit 49 491 € TTC, le plan de financement serait le suivant :

o Subvention Fdaec	29 959.00 €
o Autofinancement	19 532.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, à l'unanimité des membres présents :

- Décide de suivre l'avis émis par la Commission Communale Voirie, Urbanisme, Accessibilité, Entretien des Bâtiments, Entretien du Cimetière et Assainissement ;
- Autorise Mme le Maire à solliciter l'aide financière du Conseil Départemental au titre du Fdaec 2016 ;
- Donne délégation de signature à Mme le Maire pour tous documents relatifs à cette affaire.

Votes      Pour : 19      Contre : 0      Abstention : 0

---

#### **Délibération n° 20160525-05 – Reconduction d'un poste d'Adjoint Technique en Contrat Unique d'Insertion à 20 h./35 h.**

Actuellement au service technique, deux agents sont embauchés via des Contrats Uniques d'Insertion, qui arrivent à échéance des 2 ans, au 30 mai 2016.

L'un d'eux ne peut être renouvelé puisque l'agent ne remplit plus les conditions pour être éligibles à ce type de contrat.

En revanche, à ce jour les textes prévoient que l'autre agent, compte tenu de son âge, peut prétendre à une dérogation pour totaliser au maximum 5 années consécutives en contrats aidés.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de renouveler un Contrat Unique d'Insertion, affecté au service technique, à temps non complet à raison de 20/35<sup>ème</sup>, pour la période du 31 mai 2016 au 30 mai 2017.

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 20150401-05 en date du 1<sup>er</sup> avril 2015 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, à l'unanimité des membres présents :

- Décide de renouveler un poste d'agent technique dans le cadre du dispositif « contrat Unique d'Insertion »
- Précise que la durée hebdomadaire de travail est fixée à 20/35<sup>ème</sup> ;
- Conclut que ce contrat sera établi sur une période d'une année, commençant le 31 mai 2016 et se terminant au 30 mai 2017 ;
- Indique que la rémunération sera fixée sur la base du Smic horaire ;
- Autorise Mme le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec Pôle Emploi.

Votes      Pour : 19      Contre : 0      Abstention : 0

---

#### **Délibération n° 20160525-06 – Convention avec les Commerçants pour les aménagements**

##### Discussion

Mme Murielle Picq indique que 3 commerçants sont concernés par la mise en place de cette convention. C'est une convention type sur laquelle seront inscrits les noms des propriétaires et les parties des parcelles cadastrales recevant les jardinières.

M. Emmanuel Moulin demande si les commerçants accepteront de remplacer les jardinières vandalisées.

Mme Murielle Picq précise que la convention prévoit que cela est à la charge de la commune.

#### Délibération

Madame le Maire rappelle que la municipalité a émis le souhait de participer à l'embellissement du centre bourg par la mise en place de jardinières. Si certains trottoirs et parkings dépendent du domaine public, d'autres relèvent du domaine privé.

A cet effet, il convient de passer une convention de mise à disposition avec le ou les propriétaires réglementant cet aménagement. Mme le Maire donne lecture du projet de convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, à l'unanimité des membres présents, décide :

- De valider le projet de convention ;
- De donner délégation de signature à Mme le Maire pour toute démarche relative à cette affaire.

Votes      Pour : 19                  Contre : 0                  Abstention : 0

---

#### **Délibération n° 20160525-07 – Convention relative à la délégation de Compétence des Services Publics de Transport réservés principalement aux élèves**

##### Discussion

Mme Murielle Picq reprend les grandes lignes de la convention reçue par courrier le 03 mai 2016. Elle indique que celle-ci concerne notamment l'année en cours puisque, en départ de validité, est noté septembre 2015, mais établie pour 4 ans.

Mme Stéphanie Baude demande s'il y avait une convention auparavant.

Ni Mme Murielle Picq, ni Mme Irène Fiorazzo ne se souviennent avoir voté pour une telle convention.

Mme Marie-Claude Bellue demande si les changements devant intervenir en août 2016 seront pris en compte, puisque les trajets sont revus à toutes les rentrées scolaires.

Mme Murielle Picq précise que le trajet scolaire joint en annexe de la présente convention, l'est au titre de l'année scolaire en cours.

##### Délibération

Actuellement un service de transport scolaire s'effectue sur la commune de Saint-Christoly de Blaye. La collectivité a été destinataire, début mai 2016, d'une convention du Conseil Départemental relative à ce service.

Mme le Maire explique que cette convention établie entre le Conseil Départemental de la Gironde, organisateur principal des transports scolaires, et la Commune de Saint-Christoly de Blaye, organisatrice de second rang, définit les droits et obligations de chacun pour les années scolaires de 2015 à 2019. En fait, elle acte le déroulement du service rendu au quotidien.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, à l'unanimité des membres présents, décide :

- De donner délégation de signature à Mme le Maire pour ladite convention.

Votes      Pour : 19                  Contre : 0                  Abstention : 0

---

## Questions Diverses

### 1 – Journée Citoyenne

La date arrêtée est le samedi 28 mai 2016. Cette année, il a été décidé de repeindre les menuiseries extérieures de l'école élémentaire. Rv à 9 h.30 sur site, pique-nique du midi offert par la municipalité. Les affiches ont été réalisées par le Conseil Municipal Enfant.

### 2 – Projet Culturel avec M. Bernard Giraud, Scénographe Auteur

M. Bernard Giraud, propose la conception et création d'une sculpture réalisée avec fûts en métal, destinée à être installée sur la Place de la Gare. Coût de la prestation demandée par M. Giraud au titre de la Maison des artistes à laquelle il adhère 165 € TTC. Nous n'avons pas pu organiser le rendez-vous avant cette réunion afin de mieux évaluer le coût total. Il sera composé du temps de travail de certains agents techniques pour couper et souder les fûts, de l'achat du produit de traitement, de la fixation sur un socle à créer sur place.

Une maquette est présentée. Le socle serait intégré dans un massif triangulaire, paysagé par la commune.

M. Bernard Giraud, Saint-Christolyen, écrit actuellement sur l'histoire de l'activité autour de la gare, transport des fûts, distillerie, etc...

M. Emmanuel Moulin souhaiterait connaître le coût global de cette mise en place, avant de se prononcer, car le coût de la main d'œuvre doit être pris en compte.

Mme Murielle Picq indique que le rendez-vous prévu demain avec M. Bernard Giraud et les services techniques devrait permettre d'obtenir une estimation plus précise.

Mme Odette Ancelot se prononce contre cette installation.

Le conseil donne un avis favorable.

### 3 – Courrier M. Jean-Luc Gleyze

Mme Picq indique aux conseillers au cas où ils ne l'auraient pas lu dans la presse que M. Jean-Luc Gleyze, Président du Département de la Gironde nous a transmis une copie du courrier adressé à Monsieur le Président de la République, relatif à la baisse des dotations de l'état envers les communes.

### 4 – Modification Emplacement des bureaux de vote

Depuis les dernières élections, situés au restaurant scolaire, la municipalité envisage de demander le transfert des bureaux de vote à la salle des fêtes Courade, localisation habituelle. Cette formalité doit être transmise aux services de la Préfecture avant le 15 juin 2016 pour la prochaine période de révision électorale, sachant que l'année 2017 sera une année de refonte électorale.

L'implantation des emplacements d'affichage restant les mêmes : rue du 19 mars 1962 et Avenue Paul Arnaud.

Pour information, les élections présidentielles sont fixées aux dimanches 23 avril 2017 et 07 mai 2017 ; les législatives, aux dimanches 11 et 18 juin 2017.

Mme Irène Fiorazzo pense qu'il est dommage de se priver de 4 dates potentielles de location pour la salle des fêtes de Courade. Plusieurs conseillers relèvent les contraintes d'utilisation du restaurant scolaire avec l'obligation de rendre les locaux impeccables dès le lundi matin.

### 5 – Divers

✓ M. Bruno Cadusseau signale que la voie ferrée est envahie par la végétation, et demande à la commune d'adresser un courrier en RAR à Réseau Ferré de France leur demandant d'intervenir compte tenu de la situation géographique de la ligne, en zone forestière avec risque d'incendie comme l'a fait la mairie de Saint-Girons d'Aiguevives. Mme Murielle Picq indique qu'effectivement la ligne n'est pas désaffectée et qu'elle existe toujours dans le tracé et qu'elle va faire ce courrier.

✓ M. Jean-Marie Maceira informe qu'on lui avait signalé le mauvais entretien de la rue des Ecoles, et une maison vandalisée rue de la Gare. Il souhaiterait que les trottoirs à Rabut soient nettoyés.

✓ M. Daniel Debet précise qu'aux services techniques, deux agents sont actuellement en arrêt maladie et un autre en congés.

✓ M. Jean-Marie Maceira fait un appel aux viticulteurs qui auraient des piquets de vignes de 2.50 m. pour l'organisation du week end photos des 2 et 3 juillet 2016. M. thomas Berlinger pourrait lui en prêter quelques-uns. Ceux-ci serviraient à exposer les photos le long d'un cheminement afin de guider les visiteurs sur le circuit des diverses salles d'exposition.

✓ Mme Stéphanie Baude demande si la commune souhaite effectuer les formalités, auprès des services de La Poste, en vue de l'implantation d'un Distributeur Automatique de Billets, compte tenu de la modification devant intervenir avec le bureau de La Poste. Même si la situation géographique de la Commune de Saint-Christoly ne semble pas correspondre aux critères définis par La Poste, nos arguments peuvent être louables. Elle propose de transmettre à la Commission Communale de Développement Economique le projet de dossier constitué pour validation et de faire part à la presse de la démarche.

✓ M. Emmanuel Moulin demande si une personne peut être aidée pour se rendre à Pôle Emploi ? Mme Valérie Chambounaud précise que toutes les démarches s'effectuent maintenant par Internet. Mme Murielle Picq rappelle que cette personne pourrait se rapprocher du service social de la Mairie, des dispositifs existent, elle sera orientée selon sa situation vers TransGironde, Proximité ou la Mission Locale par exemple. Néanmoins, nous pourrions envisager une réflexion sur la mise en place d'un point informatique Internet accessible.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures 10 minutes.

La Secrétaire de séance,  
Mme Gérardine VIRUMBRALES



Le Maire,  
Mme Murielle PICQ



**Récapitulatif des délibérations de la séance n° 2016\_06 du 25 mai 2016**

<b>D 20160525-01</b>	Projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunal de la Gironde proposé par le Préfet
<b>D 20160525-02</b>	Schéma Départemental de Coopération Intercommunal de la Gironde proposé par la Cdc Latitude Nord Gironde
<b>D 20160525-03</b>	Communauté de Communes Latitude Nord Gironde – Recomposition du Conseil Communautaire : proposition d'Accord Local
<b>D 20160525-04</b>	Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes au titre de 2016
<b>D 20160525-05</b>	Reconduction d'un poste d'Adjoint Technique en Contrat Unique d'Insertion à 20 h. /35 h.
<b>D 20160525-06</b>	Convention avec les Commerçants pour les aménagements
<b>D 20160525-07</b>	Convention relative à la délégation de Compétence des Services Publics de Transport réservés principalement aux élèves